

Lutte Ouvrière



01/04/2020

La fragilité du système de soins et ses responsables

Dans les unités de soins intensifs, on gère la pénurie des moyens au jour le jour. L'infirmière-chef distribue les masques disponibles. Un par jour par infirmière, pour une journée qui va durer bien plus que 8 heures. Les médecins ont droit au double (ce qui reste insuffisant), les nettoyeuses à la moitié, malgré le risque tout aussi présent. On compte déjà les premiers morts parmi le personnel de la santé, dont une infirmière de 30 ans !

Pour faire face à l'afflux des prochains malades, on crée dans l'urgence de nouvelles unités de soins intensifs en renvoyant les autres malades à la maison et en fermant les autres services. Certaines directions d'établissements, comme à Gand, ont préparé des instructions aux médecins : pas de respirateurs artificiels pour les personnes âgées infirmes ou présentant des troubles mentaux, ou incapables de se passer d'une assistance extérieure. Cet abandon s'appelle « un choix éthique ».

Oui, les hôpitaux et le personnel soignant gèrent la pénurie. Mais qui en est responsable ? La presse a révélé



que la ministre de la santé, Maggie De Block (Open VLD), n'avait pas renouvelé le stock stratégique de 2 millions de masques FFP2 périmés. Le gouvernement était à la recherche de millions d'euros pour réduire son déficit... les masques en ont fait les frais.

Et il ya aussi la pénurie de lits, de médecins, d'infirmières, d'aides-soignants. Et cela, c'est de la responsabilité de tous les partis politiques qui ont participé au pouvoir ces dernières

décennies. Ils ont privilégié les cadeaux aux banques et aux entreprises plutôt que les services utiles à la population.

Depuis 1986, 25 000 lits agréés ont été supprimés. Et le nombre d'hôpitaux capables de traiter des pathologies graves est passé de 350 à 98 en 25 ans. En 2005, c'est le ministre socialiste Rudy Demotte qui a mis en œuvre le *numerus clausus* qui limite le nombre de médecins ayant le droit d'exercer en Belgique. Résultat, alors qu'ils étaient 5 pour 1000 habitants au début des années '90, ils ne sont plus que 3 pour 1000 depuis, malgré le vieillissement de la population qui augmente les besoins de soins et de prises en charge.

L'austérité dans les soins de santé a largement dépassé les limites du supportable pour le personnel et les malades. Mais les ministres gardent leur portefeuille grand ouvert pour les capitalistes du secteur. Comme GSK, dont les actionnaires amassent des fortunes grâce aux prix des médicaments négociés en secret avec le ministre de la santé. Et, que la ministre s'appelle Maggie De Block ou Laurette Onkelinx, ne change rien à la bonne marche des affaires. Le PS a occupé ce fauteuil ministériel de 1988 à 2014, avec une courte interruption de 1999 à 2003 où le ministre était de Groen (Agalev). Du reste, GSK peut aussi compter sur les dizaines de millions € de subventions publiques, du plan Marshall pour la Wallonie, conçu par le socialiste Jean-Claude Marcourt.

Mais aussi riches et grassement rétribués que sont les groupes pharmaceutiques et du matériel médical, ils ont dû faire de la place à un nouvel arrivant à l'appétit sans limite : les fonds financiers. Qu'ils soient européens ou américains, ces fonds sont très intéressés par la privatisation des soins

de santé, des couvertures mutuelles bien sûr, mais aussi des ensembles hospitaliers.

Pour préparer le terrain, le gouvernement Michel a lancé en 2017 « la réforme hospitalière ». Les financements des « petits » hôpitaux, c'est-à-dire ceux qui sont géographiquement les plus accessibles, ont été réduits, voire coupés, pour les forcer à adhérer à l'un des 25 groupes hospitaliers que compte désormais le pays. L'association des médecins, l'Absym, évalue que cette réforme va entraîner la fermeture d'un hôpital sur 6 et la suppression de 4000 lits supplémentaires.

Dans ces groupes hospitaliers en voie de privatisation, le travail des soignants est soumis aux mêmes règles que dans le secteur privé : il faut être « rentable », il faut faire du chiffre. Le nombre de patients à suivre par infirmière augmente, comme le nombre de voitures à produire par un ouvrier sur les chaînes d'assemblage. Il faut réduire au minimum le temps d'occupation des lits. Dans les maternités, par exemple, la durée moyenne du séjour a été réduite de 4 jours dans les années '90 à 1,8 jours en moyenne.

Oui, avant de devenir les fantassins de la « guerre contre le virus », les personnels de la santé étaient déjà des prolétaires à exploiter !

Ces groupes hospitaliers sont mis en concurrence, ils rivalisent en investissant dans du matériel dernier cri qui doit rapporter des prestations lucratives. Dans la région de Mons-Borinage, le groupe Jolimont et le groupe Ambroise Paré ont ainsi chacun leur IRM... à quelques kilomètres de distance. Mais aucun de ces groupes n'a actuellement assez de masques, de combinaisons de protection, de laboratoires de test, ni de respirateurs.

Aujourd'hui, des malades et des soignants sont en insécurité face à la pandémie, à cause de ces choix des gouvernements au service du profit des capitalistes.

Les actionnaires comptent leurs milliards, nous comptons nos morts ! Oui, c'est une guerre. Une guerre qu'il faut mener pas seulement contre un virus ! Mais contre le système capitaliste qui en aggrave considérablement les conséquences.

Il faut de l'argent pour soutenir le personnel des hôpitaux !

En décembre dernier, La Chambre avait voté à l'unanimité un "fonds des blouses blanches" de 400 millions d'euros pour 2020 et de 67 millions d'euros à débloquer directement. Cela a été décidé sous la pression de la mobilisation du personnel de la santé, qui dénonçait les conditions de travail qui mettent en danger le personnel et les patients et, réclamait des embauches et une augmentation des salaires.



Ce "fonds des blouses blanches" avait fait beaucoup de bruit et a été relayé par certains comme une "victoire", mais le personnel de la santé n'en a pas encore vu la couleur ! Et ceux qui étaient mobilisés étaient bien conscients que non seulement, ces montants étaient ridicules par rapport à ce qu'il faudrait vraiment, mais qu'il y a loin des paroles aux actes, surtout quand l'argent promis serait mis dans les mains des patrons des hôpitaux.

Jeudi 19 mars, au JT de la RTBF, des dirigeants syndicaux ont proposé au gouvernement de "disposer du budget 2020 des 400 millions d'euros du "fonds blouses blanches" (...) afin de prendre toutes les initiatives nécessaires pour renforcer et soutenir l'ensemble du personnel de la santé devant cette période difficile..." Ils demandent notamment du renfort, le maintien des salaires de ceux qui seraient mis au chômage temporaire, et l'accompagnement social...

Oui, ce serait la moindre des choses! Sauf que ces dirigeants syndicaux ne le présentent pas comme des revendications, mais comme une

proposition au gouvernement de disposer des 400 millions d'euros promis au personnel de la santé. Un don par lequel ils apporteraient "leur pierre à l'édifice".

Le ridicule ne tue pas ces dirigeants syndicaux qui donnent de l'argent qui ne leur appartient pas... et dont ils ne disposent pas non plus. Mais plus grave est le fait qu'ils appellent ainsi les travailleurs à faire confiance à ce gouvernement qui déclarait, pas plus tard qu'en janvier, qu'il fallait réduire les surcapacités de lits dans les hôpitaux ! Un gouvernement qui est en train de mettre en œuvre un gigantesque plan de regroupement d'hôpitaux dans le but de faire des économies sur le dos du personnel et des patients. Un gouvernement qui a ouvert toutes les portes du secteur de la santé aux profits privés !

Aucune confiance dans ces gouvernements !

Les travailleurs de la santé ont bien raison de se méfier de ces dirigeants qui décident par-dessus leurs têtes, car il n'y a aucune raison d'accorder une quelconque confiance au gouvernement et aux patrons ! Le climat d'unité nationale où "tout le pays est derrière le personnel des hôpitaux" qualifié de "soldats du front" est un leurre. Ce sera comme dans toutes les guerres : il y a les soldats qui crèvent au front, et il y a les planqués à l'arrière, ceux qui continuent d'amasser les profits, même en temps de guerre, quand il faut enjamber des cadavres pour cela.

C'est parce qu'ils sont au service des capitalistes que les gouvernements sont toujours prompts à trouver des milliards pour soutenir les profits des grandes entreprises et des banques. Dans leur système, les médicaments sont un moyen de faire des profits et de même les hôpitaux.

Le gouvernement accorde 1 milliard aux hôpitaux pour faire face à la situation d'urgence ? Mais qui va en bénéficier ? Le personnel hospitalier ou les traders de matériel médical ?

En fait, la crise sanitaire actuelle pose de façon aiguë le contrôle sur le budget de la santé et des hôpitaux, ainsi que sur les moyens de produire les médicaments et les appareils médicaux.

Pour garantir que la santé et le bien-être de tous soient vraiment pris en compte, ce sont les travailleurs, et non les capitalistes, qui doivent décider collectivement comment doit fonctionner l'économie. Car c'est sur les travailleurs que repose tout le fonctionnement de la société, dans tous les secteurs, d'autant plus en cette période de crise sanitaire : depuis l'approvisionnement des magasins, en passant par le ramassage des poubelles et le nettoyage des rues, et bien sûr le maintien des centrales électriques, la circulation des trains et des bus, leur désinfection régulière, etc.

Oui, les travailleurs sont obligés de lutter contre deux maladies graves en même temps : le Coronavirus et le capitalovirus ! Et si, contre le premier, le frein à la pandémie recommande d'éviter au maximum les regroupements, pour le deuxième, il faut se préparer à arracher la direction de la société des mains des capitalistes. Car vraiment, il est temps de débarrasser l'humanité de la maladie mortelle du capitalisme !

L'enseignement révélateur de la fracture économique

Le ministère a demandé aux enseignants d'assurer la « continuité pédagogique » en prenant contact avec les élèves via Internet et en leur envoyant du travail à domicile. Bien!

Mais comment faire quand la moitié, voire les trois quart des élèves ne répondent pas?

Comment faire quand beaucoup d'entre eux n'ont pas le crédit suffisant pour les recherches sur Internet. Quand une grande partie n'ont pas d'ordinateur et travaillent sur leur smartphone, pas du tout conçu pour manipuler des documents d'étude?

Si on était dans une société où la jeunesse était une priorité, l'accès à internet serait généralisé et gratuit, et tous les élèves auraient à leur disposition des moyens d'étude modernes... ainsi que leurs enseignants.

Mais ça nécessiterait qu'internet soit un service public et une augmentation du budget de l'éducation... tout le contraire de cette société où ceux qui dirigent poussent à la privatisation pour se faire du fric.

Enseigner depuis son domicile, pas si simple !



Concevoir des devoirs qui soient à la fois intéressants et attractifs prend

beaucoup plus de temps.

Et une correction individuelle prend bien plus de temps qu'une correction collective dont toute la classe peut bénéficier.

Avec ses enfants à la maison, son temps de travail est pour le moins perturbé et réduit.

Et avec cette crise sanitaire, prendre des nouvelles, et soutenir le moral parfois, de ses proches, amis et famille, prend aussi pas mal de temps.

Et puis partager sa colère au téléphone envers tous ceux qui nous gouvernent et ont organisé la compression des budgets des hôpitaux et la réduction de leur personnel pour faire des cadeaux aux banques et aux riches actionnaires, ça prend du temps, mais c'est aussi nécessaire!

Notre vie ou leurs profits

Jan Jambon, le ministre-président flamand (N-VA) a déclaré qu'il aimerait voir plus de monde au travail, notamment dans la construction et les titres-services, secteurs où d'après lui les règles de distanciation sociale peuvent être respectées. "*La plupart des gens peuvent se trouver à l'étage lorsque la femme de ménage travaille en bas.*" dit-il.

Pierre Wunsch, gouverneur de la Banque nationale et coprésident de l'Economic Risk Management Group chargé d'évaluer l'ampleur des conséquences de la crise du coronavirus sur l'économie et le secteur financier voudrait lui aussi que l'on continue à travailler. Et tous deux d'invoquer les risques pour l'économie.

Jambon estime que le chômage temporaire est parfois trop rapidement demandé et Wunsch préconise de ne pas « donner des incitants aux gens pour qu'ils restent chez eux. Quant aux gens qui perçoivent encore leur salaire, ils n'ont pas besoin d'indemnités."

La crise de leur économie était déjà là bien avant la pandémie de coronavirus. Au point qu'il suffit d'un minuscule virus pour menacer de faire

s'effondrer un château de cartes de spéculations déjà branlant.

Mais comme à chaque fois, les patrons et les ministres à leur service vont à nouveau tenter d'imposer aux travailleurs le sauvetage de leur économie et leur présenter la note.

La Fédération des entreprises de Belgique (FEB) évalue l'impact économique du Covid-19 à 2,4 milliards d'euros par semaine en Belgique. Pourquoi ? Tout simplement parce que les travailleurs confinés ne peuvent pas produire de richesses et surtout de profits. Et peut-être aussi que certains messieurs dans leurs grandes villas sont perdus sans leurs femmes de ménage ?

Eh bien, si le virus a mis à jour une chose, c'est celle-là : sans les travailleurs, rien ne va!

Les travailleurs n'ont pas à sauver ce système capitaliste. Il ne peut pas être sauvé! Les travailleurs doivent sauver la société en prenant le pouvoir économique et politique entre leurs mains. Car la minorité d'irresponsables que sont les capitalistes et leurs serviteurs politiques montrent leur incapacité un peu plus chaque jour !

Travailleurs du monde entier, unissons-nous !

Depuis fin décembre 2019, au pire début janvier, les gouvernements étaient au courant des risques causés par le COVID-19 et des besoins en matériel que cela impliquait : masques, respirateurs, tests etc...

Mais au lieu de prendre des mesures urgentes comme réquisitionner le matériel existant et les entreprises utiles à la fabrication du matériel nécessaire... ce sont toujours les lois du marché qui ont primé avec les résultats que l'on connaît : intermédiaires d'achat/vente de matériel médical qui spéculent, fraudes de certaines entreprises, désorganisation à tous les niveaux... et surtout protection des profits!

Dans un pays riche comme ici, les économies dans la santé et la loi du profit causent de nombreux morts supplémentaires, mais cela est encore plus catastrophique dans les pays pauvres.

Les pays du tiers-monde, pillés par les pays impérialistes, n'ont au mieux qu'un système de santé défaillant. Les populations de ces pays vont payer une fois de plus le tribut le plus lourd à cette

pandémie. Et les maigres dons qu'ils pouvaient recevoir en temps normal ne leur parviendront sans doute même plus.

Ainsi, l'ONG Hôpital sans Frontière, qui récolte du matériel médical auprès des hôpitaux pour l'expédier dans les pays pauvres, vient de rediriger ses colis prêts pour le Bénin, le Togo ou l'Arménie... vers des hôpitaux belges et luxembourgeois! Ce sont ainsi des respirateurs, des masques mais aussi simplement des lits qui ne partiront pas vers les peuples les plus pauvres.

Dans cette société capitaliste révoltante, ce sont toujours les plus pauvres qui trinquent le plus !

Pourtant les matières premières qui servent à fabriquer le matériel médical, informatique, les médicaments etc... viennent de ce Tiers monde ! Ce ne serait que justice que les travailleurs de ces pays puissent bénéficier du fruit de leur travail.

Mais pour cela, il faudra que les travailleurs ôtent le pouvoir des mains des rapaces capitalistes et créent enfin une société basée sur la satisfaction des besoins des gens et pas sur la course aux profits. C'est le fruit de l'activité des travailleurs du monde entier qui rend possible notre vie, c'est aux travailleurs de diriger le monde !

Au front, dans une unité de soins intensifs

Je suis technicienne de surface. Depuis une semaine, je travaille dans une unité Réa Covid-19. Ma cheffe d'équipe m'a envoyé « au front » avec des instructions très simples : « démerde-toi ». Je ne peux lui en vouloir, car elle aussi subit une pression terrible.

En fait, je connais ma procédure de nettoyage, mais j'ai dû obtenir plus d'informations niveau sécurité de la part des infirmières concernant ce virus covid 19.

Les services ont été divisés en une zone « sale » et une zone « propre ».

La zone propre, où je travaille, c'est la zone où on n'a pas le droit de se tromper. Le virus ne se propage pas tout seul. Ce sont les humains, avec leurs gestes, qui le transmettent.

Pour faire barrage, il nous faut respecter un protocole strict. Dès que j'entre dans le sas d'accès à la zone

propre, je dois enfiler des surchaussures, plusieurs couches de tabliers, plusieurs types de gants, un masque, un bonnet... Dans le bon ordre! Bien sûr, lors du déshabillage, il s'agira là aussi de ne pas commettre d'erreur, pour ne pas propager l'épidémie.

Pour le masque, j'ai un masque « canard » (FFP2) pour 8 heures de travail, même si ce matériel n'est efficace que durant 4 heures. Mais même pour l'obtenir, j'ai dû insister. Le problème est que mon compagnon est diabétique. Pour le protéger lui, je dois pouvoir me protéger moi-même. Je n'approche pas des malades, mais bien des infirmières, et le risque n'est pas si différent. D'autant plus qu'un aérosol au niveau du visage de certains patients est utilisé, ce qui propulse ce virus à plus d'un mètre...

Lorsque je suis équipée comme une cosmonaute, je rentre dans le service. 24 lits, 24 surfaces à nettoyer, sans rien oublier : les murs, les sols et toutes les surfaces, les poignées, les interrupteurs, jusqu'aux gsm de service que les infirmières utilisent.

Sous mon masque et mes combinaisons je suis en nage. Il faut aller vite. Ne rien oublier, jamais. Et il faut tenir le rythme : 3 chambres par heure.

Le travail, la responsabilité, c'est stressant bien sûr, et la fatigue s'accumule bien plus vite. Mais psychologiquement, il faut aussi encaisser beaucoup. Nous voyons des gens mourir seuls et leur profonde détresse, ainsi que celle de leurs proches. C'est une chose de l'entendre aux infos, c'en est une autre de vivre cela au quotidien.

Heureusement, il y a beaucoup de solidarité entre nous. On s'aide, on est attentif aux autres. Ce sont des liens forts!

Je me souviens avoir regretté, lorsque nous les nettoyeuses, nous avons réclamé de meilleures conditions de travail, de ne pas avoir eu la solidarité des soignants. Mais aujourd'hui, je ne pense plus comme cela. Les gouvernements sont responsables de ce désastre et de ces morts. Quand nous aurons mis l'épidémie derrière nous, il faudra virer ces gens-là, et toutes les catégories de travailleurs devront se retrouver ensemble dans la rue.

Situation scandaleuse dans les maisons de retraite

Le personnel des maisons de retraite est confronté à un manque de moyens criminel. Le 25 mars, selon Wouter Beke, ministre de la santé publique flamand, plus de 1260 résidents de maisons de retraite en Flandre étaient atteints du Coronavirus, un tiers des cas en Flandre. Un chiffre énorme compte tenu du fait que les résidents ne sont pas testés systématiquement.



Mais le personnel des maisons de retraite n'a pas de masques ou presque ! Dans certaines maisons, il n'y en a pas du tout, dans d'autres, ils sont limités à un par personne et par 8 heures de travail, alors qu'il faudrait les changer au bout de 4 heures maximum. Quant à d'autres moyens de protection, n'en parlons même pas ! Les travailleurs de ces maisons de repos témoignent : « On va au travail, la peur au ventre », la peur de contaminer sa propre famille et ses résidents. « D'un côté, on interdit aux gens de sortir et de l'autre, dans ces circonstances, nous sommes les vecteurs pour répandre le virus. »

La catastrophe arrive. Confrontés au manque de moyens et à l'épuisement des équipes de soins intensifs, les autorités sanitaires prennent des décisions qui vont avoir des conséquences dramatiques sur le personnel et les résidents des maisons de retraite. L'hôpital universitaire de Gand a élaboré une directive à l'intention de ses médecins : « seuls les plus forts ont encore droit aux soins intensifs ». Les directives demandent aux médecins de partager les patients en 9 groupes selon leur état de santé. Ces catégories vont « des personnes robustes et en bonne santé » à celles qui sont « affaiblies, en phase terminale et qui ne peuvent se passer de l'aide de quelqu'un ». Les 3 groupes les plus faibles ne seront pas pris en charge dans les Unités de Soins intensifs.

L'association belge de Gérontologie et de Gériatrie approuve ce choix et demande de ne pas évacuer les personnes des maisons de retraites atteintes du Covid-19 ou d'autres affections

requérant des soins urgents vers les hôpitaux. Mais le personnel des maisons de retraites n'est pas formé aux soins intensifs, que ce soit au traitement des malades du Covid-19 ou d'autres affections graves. Il y a peu d'infirmières et de médecins et la pénurie de matériel de protection y est encore plus aiguë.

Ces annonces provoquent la détresse du personnel et des pensionnaires des maisons de retraite. Si l'épidémie atteint un établissement, non seulement les moyens de se protéger et de protéger les autres font défaut, mais aussi les moyens de soigner et de soulager la douleur feront défaut.

Devant les protestations du personnel des maisons de retraite et l'émotion qui commence à gagner la population, la ministre de la santé du gouvernement wallon, Christie Morreale, annonce que ce genre de mesures ne sera pas appliqué en Wallonie. Mais la réalité du manque de moyens et de personnel est au moins aussi aiguë en Wallonie qu'en Flandre.

Les ministres et leurs experts disent que laisser mourir les vieux, les malades, les infirmes est « un choix éthique ». Non. C'est un abandon criminel ! Les mêmes nous expliquaient il y a quelque mois encore qu'il y avait trop de médecins, qu'il y avait une « surabondance d'offre » d'hôpitaux ! Mais ils trouvaient de l'argent pour acheter des avions-bombardiers et arroser les grandes entreprises.

Financement : il a fallu faire un choix



C'est là tout un symbole du capitalisme.

Quand cette épidémie sera terminée, il faudra les faire rendre

des comptes et surtout il faut se préparer à changer toute cette société !

Des milliards pour quelques-uns... et des miettes pour les autres

Plus d'un million de travailleurs ont été mis au chômage temporaire ces dernières semaines.

Le gouvernement a fait mine de se préoccuper de notre pouvoir d'achat : il a augmenté l'allocation à 70 % du salaire (au lieu de 65%), et octroyé une prime de 150 euros net par mois.

Le hic, c'est que l'allocation est soumise au précompte professionnel (26,75%) ce qui fait que ceux qui reçoivent les plus bas salaires vont payer plus d'impôt (qu'ils ne récupéreront peut-être qu'en 2021).

De l'autre côté, les salaires plus élevés seront plafonnés à 2075 euros brut.

Les syndicats ont calculé que la perte réelle de pouvoir d'achat variera entre 45 % et 50 % pour la majorité des salariés touchés.

Les entreprises touchées par la crise, surtout les plus grandes, reçoivent et vont recevoir des milliards des gouvernements, elles ne payent plus ni taxes ni charges sociales, alors que les familles ouvrières doivent se débrouiller avec la moitié du revenu.

Tout montre où il va falloir aller chercher l'argent pour augmenter les salaires, et aussi embaucher pour partager le travail existant.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer l'ardoise !

Cela fait des décennies que les gouvernements réduisent la contribution des patrons aux caisses de la sécurité sociale. Et pour équilibrer les comptes, ils se sont attaqués au niveau de vie des pensionnés, des chômeurs, des malades, et aux budgets des hôpitaux et des transports... Bref d'une façon ou d'une autre les gouvernements ont fait les poches des travailleurs.

Alors où vont-ils tenter de chercher l'argent de ces allocations de chômage supplémentaires, sinon dans les poches des travailleurs... comme d'habitude ?

Il faut se préparer à se défendre et faire payer les milliardaires, sinon chaque centime qu'on reçoit aujourd'hui, ils vont tenter de nous le faire payer deux fois demain.

Non aux sanctions contre les familles populaires !

Le gouvernement Wilmès annonce un durcissement des sanctions à l'égard de ceux qui ne respectent pas le confinement. Dans ses communications sur les réseaux sociaux, la police se fait menaçante : « *garder vos ados, ils risquent des amendes ou des peines de prison* ». C'est bien là le problème : les sanctions vont frapper des familles déjà

touchées par la perte d'un travail ou le chômage économique. Et le confinement dans un appartement ou une maison ouvrière ne se gère pas aussi aisément que dans une villa avec un grand jardin. Comme le disent les médecins eux-mêmes, le confinement est une mesure désespérée, prise car tous les moyens adéquats font défaut pour tester les malades, les isoler, et pour protéger les soignants et les travailleurs. Il faut aider les familles, pas les sanctionner.

C'est d'autant plus choquant que, pendant que Wilmès donne l'ordre à la police de verbaliser, les gouvernements, en Belgique, mais aussi en France, tentent de faire reprendre le travail dans certains secteurs, notamment le bâtiment et l'automobile. C'est ainsi que le vice-président du gouvernement flamand, Jan Jambon, appelle à reprendre le travail « pour soutenir l'économie » !

Les patrons défendent leur chiffre d'affaire, et surtout leurs bénéfices, alors ils pèsent sur les gouvernements au mépris des règles de sécurité !

Réquisition !



Ce 30 mars, la ministre de la Santé Maggie De Block et Philippe de Backer, président de la Task Force chargé de l'approvisionnement urgent en masques et autre matériel sanitaire ont annoncé l'annulation de la commande de plusieurs millions de masques FFP2.

Selon ces deux responsables politiques, le fournisseur « *a changé les modalités du bon de commande après que la commande ait été passée. En outre, il a soudainement exigé un acompte alors qu'il avait été convenu que le paiement serait effectué après que les masques aient été livrés, donc au moment où la commande était sûre.* »

Il s'agit de la société de vente en ligne de produits paramédicaux Pharmasimple. Son fondateur, l'Uc clois Michaël Willems, avait annoncé le 4 mars en grande pompe pouvoir fournir 3 millions de masques FFP2 en 3 jours. Bien sûr il conteste dans la presse la version du ministère.



L'histoire de cette société en dit long sur la logique capitaliste : fondée en 2010 et coté en Bourse depuis 2016, elle n'a officiellement pas rapporté de profits, par contre la société a déjà racheté à coup de millions plusieurs autres pharmacies en ligne pour s'assurer une position dominante sur le marché. Son fondateur a raconté en 2015 à l'Echo être fier d'avoir « acheté sa première pharmacie... avec zéro euro en poche ».

La vie de milliers de personnes est en jeu et notamment celle du personnel de la santé, mais pour les « entrepreneurs », c'est juste un moment où l'offre est basse et la demande explose, et donc le moment de réaliser de jolis surprofits ! Certains traders en matériel médical l'ont crûment expliqué.

En temps normal, leur monde fête ce genre de margoulines comme exemple de réussite et les nomme « entrepreneur de l'année ».

La santé de la population et la survie de milliers de personnes dépend de ces spéculateurs. La moindre des choses serait de réquisitionner Pharmasimple, ainsi que tous les stocks de masques des entreprises, et toutes les entreprises où il serait possible de produire des masques.

Placées sous le contrôle des travailleurs, les solutions ne manqueront pas. Il y en a dans les têtes des travailleurs du textile, du pharmaceutique et bien d'autres pour les produire à prix coûtant !

Au lieu de ça, le gouvernement incurablement inféodé aux intérêts des capitalistes, impose des amendes à ceux qui se promènent dans les parcs.

Pendant qu'ils comptent leurs millions, les travailleurs de la santé comptent leurs morts. Les travailleurs n'oublieront pas qui sont les assassins.

Témoignage d'une aide-soignante

Je suis aide-soignante dans un foyer de vie pour personnes handicapées dans lequel il y a plus de 400 résidents. Dans notre foyer, c'est le même manque de protections que partout et on peut craindre une vague de contamination parmi le personnel et les résidents.

La direction nous a annoncé, que nous, aides-soignantes et éducateurs, serons appelés à remplacer les infirmières au cas où il y aurait trop de malades parmi elles. Cela voudrait dire que nous devrions poser des actes pour lesquels nous ne sommes pas habilités, par exemple la préparation et la distribution des médicaments et les injections d'urgence. Le directeur nous a assuré qu'il en prendrait la responsabilité !

Déjà avant la crise, la ministre de la santé, Maggie De Block avait annoncé une telle mesure pour « soulager le manque de personnel infirmier ». Et nous, on va demander à qui pour faire notre travail à notre place ? Parce que la surcharge de travail ne manque pas pour nous non plus !

Témoignage de la grande distribution

Intérimaire, j'ai travaillé dans plusieurs grandes surfaces depuis le début du confinement. La situation varie fortement d'une enseigne à l'autre, voire même dans certains cas d'un magasin à l'autre de la même enseigne.

La mise à disposition d'un matériel de « sécurité » varie également selon l'enseigne. Si les solutions hydro-alcooliques sont monnaie courante, il n'en est pas de même pour les masques par exemple. Il m'est déjà arrivé de m'entendre dire que je n'avais pas droit à un masque car je n'étais qu'un intérimaire et que le stock était déjà assez limité pour les membres du personnel !

Dans certains endroits (atelier de boucherie ou de boulangerie), la distanciation sociale est difficile. Aux caisses,

des plexis sont mis en place pour limiter les contacts avec les caissières et les paiements bancontact



sont conseillés mais pas imposés.

Les entrées sont filtrées pour respecter les restrictions d'un client par 10m², d'un client par caddie, etc. Dans certains magasins, c'est un agent de sécurité qui est là, dans d'autres, un tour est organisé et un membre du personnel doit veiller au bon respect des règles imposées, ce qui affaiblit l'équipe du magasin face à une charge de travail qui ne diminue pas.

Dans toutes les grandes enseignes, d'importantes suppressions de personnel ont eu lieu ces dernières années, accompagnées de baisses de salaires et d'une augmentation de la flexibilité.

On travaillait déjà constamment à la limite de la surcharge de travail dans les supermarchés et déjà, avant la crise du Coronavirus, il était parfois difficile d'approvisionner les étalages en temps et en heure. C'est dire que dans la situation actuelle, c'est parfois devenu simplement impossible !

Car, d'un côté, les étagères ont été vidées, et de l'autre, le virus a diminué parfois drastiquement le nombre de personnel disponible. Tantôt les personnes sont malades, tantôt elles sont à risque où vivent avec des personnes à risque. Certains se sont aussi portés malades voyant que rien ou pas grande chose n'est fait pour protéger leur santé. On ne peut vraiment pas le leur reprocher.

Les collègues manquants ne sont pas forcément remplacés par des personnes supplémentaires. Et quand remplacement il y a, c'est avec des contrats précaires journaliers qu'il faut former dans un environnement de travail déjà surchargé.

C'est révoltant de voir ces travailleurs obligés de prendre des risques importants, tout en pouvant être jetés dehors à n'importe quel moment.

Bref, les heures s'enchaînent, les remerciements des patrons sont légions sur les réseaux sociaux ou à la télévision, mais aucune compensation de quelque nature que ce soit n'est à l'horizon.

Au contraire, dans ce contexte, le gouvernement a donné la permission aux magasins de rester ouverts 7 jours sur 7 et de 7 heures à 22 heures (au lieu de 8h à 20h). Là où j'ai travaillé, ce n'était pas appliqué pour l'instant, mais pour combien de temps encore ? Certains magasins se servent-ils de ces

plages horaires pour faire remplir les rayons ?

C'est une vieille revendication patronale qui se trouve ainsi satisfaite. Et rien ne dit que cette mesure sera abolie après le confinement, quand le patronat ne manquera pas de tenter de nous imposer d'autres sacrifices pour soutenir la santé... de ses profits.

C'est toujours aux mêmes qu'on demande des sacrifices. Mais la colère s'accumule chez moi et mes collègues et elle ne restera pas confinée éternellement.

Les plans d'aide ne doivent pas terminer dans la poche des spéculateurs

Le gouvernement français annonce un fonds de 300 milliards pour garantir les prêts bancaires aux entreprises. En Belgique, le montant est pour l'instant de 20 milliards. Tous les gouvernements européens ont la même politique. Mais les banques spéculent sur le risque de prêter à l'Italie, à la Grèce, à l'Espagne, à la Belgique... Alors, à son tour, la Banque Centrale Européenne annonce elle aussi mettre de l'argent sur la table pour rassurer les banques : 1 110 milliards seront consacrés cette année à racheter les emprunts des états européens.

Mais comme le reconnaît le chef économiste de la banque CBC : « l'impact de ces mesures ne se fait absolument pas ressentir, au contraire. Les bourses restent sous la pression des vendeurs qui ne veulent que du cash ».

Bref, les spéculateurs raflent tout ce qu'ils peuvent. À l'autre bout, les travailleurs continuent à assurer, au péril de leur santé, la production, la logistique, la grande distribution, pour que la société vive. Les travailleurs ont toutes les raisons d'exiger des conditions de sécurité, y compris par des grèves ou des arrêts de travail, aux patrons qui eux prennent leurs ordres auprès des actionnaires, des banquiers et des spéculateurs.

**Suivez nous sur Facebook:
Lutte Ouvrière Belgique**

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel: 0479-44.81.52

Internet: www.lutte-ouvriere.be

Editeur responsable: M. Woodbury
BP54, rue de la Clef, 7000 Mons